

*Questions orales*

[Français]

**LES FINANCES**ON DEMANDE CE QUE COÛTERA LE RETARD RELATIF À  
L'ADOPTION DU PROJET DE LOI C-11

**M. Clément M. Côté (Lac-Jean-Jean):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances: elle est la même qu'hier. J'espère obtenir une réponse aujourd'hui.

Est-ce que le ministre des Finances peut nous dire combien coûtera aux Canadiens le délai apporté pour l'acceptation du projet de loi C-11, projet de loi portant sur le pouvoir d'emprunt?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la dernière fois que j'ai calculé ce que coûterait le blocage au Sénat pendant trois semaines du projet de loi C-11, c'était à peu près 10 millions de dollars.

**Des voix:** C'est honteux!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** La note pourrait même être plus élevée si le gouvernement doit concentrer ses emprunts à cause d'autres délais. Je souhaite qu'il n'y ait pas d'autres retards, car les contribuables commencent à s'impatienter des lenteurs du Sénat.

\* \* \*

[Français]

**LE CONSEIL CONSULTATIF DE LA SITUATION DE  
LA FEMME**LA NOMINATION D'UNE PRÉSIDENTE—LA POSITION DU  
GOUVERNEMENT

**Mme Lucie Pépin (Outremont):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le 31 janvier dernier, j'interrogeais la ministre responsable de la Condition féminine sur la nomination d'une présidente au Conseil consultatif de la situation de la femme. La réponse a été la suivante: qu'une nomination serait faite incessamment dans un avenir rapproché. Depuis, aucune nomination, et la vice-présidente qui assurait l'intérim a quitté Ottawa hier.

Le premier ministre peut-il indiquer à cette Chambre quand il a l'intention de nommer une présidente au Conseil consultatif de la situation de la femme?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Demain, monsieur le Président.

● (1450)

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LA NOUVELLE PRÉSIDENTE

**Mme Lucie Pépin (Outremont):** Monsieur le Président, je veux donc remercier le premier ministre de cette nomination.

Est-ce que le premier ministre peut alors assurer cette Chambre que la personne qui sera nommée sera bilingue, qu'elle aura évidemment des connaissances au niveau des questions féminines et l'énergie nécessaire pour pouvoir bien traduire la question des femmes du Canada?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, cette personne sera d'abord et avant tout compétente. Ensuite, sans aucun doute, bilingue et, troisièmement, débordante d'enthousiasme pour la cause.

\* \* \*

[Traduction]

**LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE  
SÉCURITÉ**

LA TAILLE DU BUDGET

**M. Svend J. Robinson (Burnaby):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Hier, le gouvernement, rompant avec une longue tradition libérale, a eu l'heureuse initiative de révéler le montant du budget d'exploitation du nouveau Service canadien du renseignement de sécurité, lequel atteindra le chiffre incroyable de 116 millions. Étant donné que le budget de la GRC n'a été réduit que de 45 millions à la suite du transfert de certaines tâches au service de sécurité, le premier ministre pourrait-il expliquer à la Chambre et à la population quelles sont les graves menaces qui pèsent maintenant sur la sécurité du Canada pour qu'on augmente dans de telles proportions les dépenses du Service canadien du renseignement de sécurité?

**L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé):** Monsieur le Président, en l'absence du solliciteur général qui, j'en suis certain, pourrait très facilement répondre à ces questions devant un comité, je prendrai la question du député en délibéré en veillant à ce qu'une réponse lui soit donnée dès que le solliciteur général sera de retour au Canada.

LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE

**M. Svend J. Robinson (Burnaby):** Monsieur le Président, peut-être que le premier ministre voudra répondre à une importante question. Étant donné qu'au moment où il était chef de l'opposition son parti s'était associé au NPD et à des milliers de Canadiens pour condamner les dangereux pouvoirs du Service du renseignement de sécurité, l'absence de précision de son mandat et son manque de responsabilité à l'égard du Parlement, maintenant qu'il est au pouvoir, quelles mesures entend-il prendre pour modifier la loi de façon à s'assurer, entre autres choses, que le Parlement pourra contrôler sans contrainte les opérations du Service?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, l'une des mesures que nous avons prises, et peut-être devons-nous faire davantage, a été de désigner un comité de surveillance composé de cinq citoyens distingués dont un membre célèbre du Nouveau parti démocratique, l'honorable Sol Cherniak, que j'ai eu le plaisir d'associer au Conseil privé pour cette occasion.

**Des voix:** Bravo!